



Établissement public du musée national Picasso - Paris  
20 rue de la Perle  
75003 PARIS

**ACCORD-CADRE N°2024-MNPP-1086-AC**

**PRESTATIONS DE CAPTATION ET DE MONTAGE  
AUDIOVISUEL POUR LA PROGRAMMATION ET  
REGIE TECHNIQUE DU MUSEE NATIONAL PICASSO-  
PARIS**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION  
(RC)**

Le présent document décrit les modalités et les conditions dans lesquelles les réponses des candidats doivent être apportées. Les candidats sont invités à en prendre connaissance avant la remise de leur dossier.

**DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES  
OFFRES : 20 JANVIER 2025 – 10H00**

## Table des matières

ARTICLE 1 : POUVOIR ADJUCATEUR .....	3
ARTICLE 2 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....	3
ARTICLE 3 : MODE DE PASSATION .....	3
ARTICLE 4 : FORME DE L'ACCORD-CADRE .....	4
ARTICLE 5 : DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....	4
ARTICLE 6 : LIEU D'EXECUTION .....	4
ARTICLE 7 : DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'ACCORD-CADRE .....	4
7.1 Date prévisionnelle de notification de l'accord-cadre.....	4
7.2 Langue.....	4
7.3 Caution et garantie exigées.....	4
7.4 Délai de paiement .....	4
7.5 Avance.....	5
7.6 Modalités essentielles de financement.....	5
7.7 Moyen retenu pour le paiement.....	5
7.8 Délai de validité des offres .....	5
7.9 Groupement.....	5
ARTICLE 8 : VARIANTES .....	5
ARTICLE 9 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION .....	5
ARTICLE 10 : ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE .....	6
10.1 Ouverture des plis.....	6
10.2 Examen des candidatures.....	6
10.3 Examen des offres .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
10.4 Critères de jugement des offres .....	6
10.5 Négociation.....	7
ARTICLE 11 : CONDITIONS DE PARTICIPATION ET DOCUMENTS A PRODUIRE .....	7
11.1 Renseignements sur la situation juridique de l'entreprise qui se porte candidate .....	7
11.2 Documents constituant l'offre du candidat.....	8
ARTICLE 12 : CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES .....	9
12.1 Signature et remise des offres par voie ou support électronique .....	9
12.2 Signature et modalités de remise des copies de sauvegarde sur support papier .....	10
ARTICLE 13 : DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES PAR LES CANDIDATS .....	11
ARTICLE 14 : MODIFICATIONS APORTEES AU DOSSIER DE CONSULTATION .....	11
ARTICLE 15 : COMMUNICATION DES RESULTATS.....	11
ARTICLE 16 : VOIES DE RECOURS.....	11

## **ARTICLE 1 : POUVOIR ADJUCATEUR**

Le pouvoir adjudicateur est l'Établissement public du musée national Picasso - Paris, 20 rue de la Perle, 75003 Paris.

Tel : 01.42.71.25.25 / Fax : 01.48.04.75.46

L'accord-cadre sera conclu avec cet établissement.

## **ARTICLE 2 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

### **2.1 Nature et objet de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre vise à fixer les termes contractuels généraux entre l'Etablissement public du musée national Picasso – Paris (ci-après dénommé « le Musée Picasso », « le musée », « la personne publique » ou le « pouvoir adjudicateur ») et le prestataire retenu.

Le présent accord-cadre est passée par voie de procédure adaptée conformément à l'article L2123-1 du code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est composite mono attributaire. Il est composé d'une part à bons de commandes, soumise aux dispositions des articles R2162-5, R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique, traitée à prix unitaires sur la base d'un bordereau de prix unitaires (BPU), sans montant minimum et avec un montant maximum de 120 000 euros hors taxes sur toute la durée totale du marché.

Il a pour objet :

- des prestations de captation et de montage audiovisuel dans le cadre du suivi de la production événementielle du musée, de la gestion de ses collections et de ses besoins de communication et d'archivage ;
- des prestations de régie de l'auditorium du musée. Dans ce cadre le titulaire est amené à travailler avec les équipes du musée afin d'assurer la régie technique des événements si déroulant (gestion du matériel sur place et location éventuelle de matériel supplémentaire).

L'accord-cadre est exécuté par émission de bons de commande successifs, selon la survenance des besoins. Les bons de commandes sont établis selon les modalités fixées à l'article 6.1 du cahier des clauses particulières (CCPC).

## **ARTICLE 3 : MODE DE PASSATION**

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure adaptée, prévue par les articles R2123-1 et R2131-12 du Code de la commande publique.

C'est un marché de service.

## **ARTICLE 4 : ALLOTISSEMENT**

Conformément aux articles L2113-10 et L2113-11 du code de la commande publique, le présent accord-cadre ne sera pas alloti. Cet accord cadre est un marché global, aucune prestation distincte ne peut être identifiée. Les prestations distinctes s'entendent comme des prestations de natures différentes et répondant à des besoins dissociables. Ce n'est pas le cas dans le présent accord cadre.

## **ARTICLE 5 : DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée d'1 (un) an à compter de sa date de notification au titulaire.

Il pourra être reconduit 3 (trois) fois pour une durée d'un an par tacite reconduction, sauf en cas de dénonciation du marché par le représentant du pouvoir adjudicateur notifiée au titulaire au plus tard 3 (trois) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 6 : LIEU D'EXECUTION**

Le lieu d'exécution des prestations est le 5, rue de Thorigny 75003 Paris.

Le titulaire s'engage également à répondre aux besoins du musée national Picasso-Paris qu'importe le lieu d'exécution des prestations à Paris. Si un remboursement des frais de mission s'avère nécessaire, en sus des prix du marché, il se fera par le biais d'une décision émanant du Président de l'établissement public du musée national Picasso-Paris. Dans ce cadre le titulaire s'engage à fournir toutes preuves utiles démontrant l'engagement de ses frais.

## **ARTICLE 7 : DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'ACCORD-CADRE**

### **7.1 Date prévisionnelle de notification de l'accord-cadre**

La date prévisionnelle de notification de l'accord-cadre est le mois de février 2025.

### **7.2 Langue**

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

### **7.3 Caution et garantie exigées**

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

### **7.4 Délai de paiement**

Le délai de paiement est fixé à 30 (trente) jours à compter de la réception de la facture par l'Etablissement public du Musée national Picasso–Paris.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du

semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

## **7.5 Avance**

Se référer à l'article 7 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du présent accord-cadre.

## **7.6 Modalités essentielles de financement**

Les prestations sont financées sur le budget de l'Etablissement public du musée national Picasso – Paris.

## **7.7 Moyen retenu pour le paiement**

Le paiement des factures est effectué par virement administratif sur un compte bancaire ou postal.

## **7.8 Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 180 (cent quatre-vingts) jours à compter de la date limite de réception des offres.

## **7.9 Groupement**

Les opérateurs économiques peuvent présenter des candidatures individuelles ou, conformément aux dispositions de l'article R2142-19 du code de la commande publique, sous forme groupée.

Aucune forme de groupement n'est imposée, mais en cas de groupement conjoint, le mandataire doit être solidaire des autres membres du groupement.

## **ARTICLE 8 : VARIANTES**

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre de la présente consultation

## **ARTICLE 9 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation est composé des pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation ;
- un acte d'engagement (AE) et ses annexes pour chaque lot :
  - annexe 1 : Bordereau des prix unitaires (BPU),
  - annexe 2 : formulaire de déclaration de sous-traitance (DC4), le cas échéant ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement en se connectant sur le profil acheteur de l'Établissement public du musée national Picasso – Paris à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

## ARTICLE 10 : ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

### 10.1 Ouverture des plis

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites de réception des offres annoncées dans l'avis d'appel public à la concurrence et sur la page de garde du présent document.

### 10.2 Examen des plis

A l'issue de l'examen des candidatures, le représentant du pouvoir adjudicateur peut éliminer les candidatures qui ne présentent pas des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes pour l'exécution de l'accord-cadre.

Au moment de l'examen des offres peuvent être éliminées les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées conformément aux dispositions des articles L2152-1 à L2152-4 du Code de la commande publique. Le cas échéant, l'offre n'est ni analysée ni classée.

Toutefois, en application du même article, les candidats ayant remis une offre irrégulière peuvent, le cas échéant, être invités à régulariser leur offre dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. La régularisation des offres irrégulières ne peut, en application de R2152-2 du même code, avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de celles-ci.

Une attention toute particulière est accordée au **formalisme** du rendu de l'offre. Ainsi, si le candidat ne respecte pas le formalisme imposé – notamment en ce qui concerne les documents financiers (DPGF et BPU), s'il ne complète pas l'intégralité du document et/ou s'il s'avère que les formules ne sont pas respectées, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de déclarer l'offre irrégulière. De la même façon, chaque document demandé aux articles 11.1 et 11.2 doit être clairement identifiable lors de la remise de l'offre. **Il est fortement déconseillé de remettre une offre sous la forme d'un seul document – PDF par exemple.** Le candidat veille à faciliter l'ouverture, l'enregistrement et l'analyse de son offre, à travers le formalisme du rendu de celle-ci.

### 10.3 Critères de jugement des offres

L'accord-cadre est attribué au candidat le mieux classé, ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères et sous-critères ci-après énoncés :

Critères	Pondération
<b>Critère 1 : Valeur technique, analysés au regard des sous-critères suivants :</b>	<b>55 points</b>
- sous-critère 1.1 : expérience du candidat en matière de captation audiovisuelle, montage et gestion d'une régie technique;	30 points
- sous-critère 1.2 : équipe dédiée à l'exécution des prestations. Pour apprécier la composition de l'équipe dédiée, le candidat devra présenter les CV et titres d'étude des membres de l'équipe ;	15 points

- sous-critère 1.3 : temps de latence minimum/maximum nécessaire au titulaire entre la planification d'une prestation et son exécution.	10 points
<b>Critère 2 : Prix</b> , analysés au regard du montant total des prix du BPU	<b>45 points</b>

La somme des notes obtenues par le candidat donne un total sur 100 points. L'offre qui bénéficie de la note totale sur 100 points la plus élevée est retenue.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'écarter les offres dont les notes sont inférieures à 30/55 au critère de la valeur technique. Les candidats sont alors écartés dès le dépôt de leur offre initiale et celles-ci ne sont pas classées.

#### 10.4 Négociation

Le musée Picasso classera les offres initiales au regard des critères énoncés à l'article 10.3 ci-dessus.

Conformément aux articles L2124-3 et R2124-3 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'analyser les offres initiales et de ne pas utiliser de phase de négociations, lesquelles pourront être faites sous forme d'échanges électroniques, de communications téléphoniques ou d'entretiens en présentiel après convocation de l'entreprise par le musée.

### ARTICLE 11 : CONDITIONS DE PARTICIPATION ET DOCUMENTS A PRODUIRE

#### 11.1 Renseignements sur la situation juridique de l'entreprise qui se porte candidate

1/ le formulaire type pour le document unique de marché européen (DUME), déclaration sur l'honneur qui peut être obtenu via le service DUME, service dématérialisé, et permet aux candidats de prouver qu'ils remplissent les critères de sélection d'une offre et n'entrent pas dans un cas d'interdiction de soumissionner – ou les formulaires DC1 et DC2, en version code de la commande publique, disponibles à l'adresse : <a href="https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat">https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</a> ;	
	Le service DUME est disponible sur l'utilitaire suivant à l'adresse <a href="https://dume.chorus-pro.gouv.fr/">https://dume.chorus-pro.gouv.fr/</a> ;
	Une notice est disponible sur le portail de l'économie, des finances, de l'action et des comptes publics à l'adresse <a href="https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-esp">https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-esp</a>
2/ Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat au cours des trois dernières années ;	
3/ Un document attestant que la personne signataire des documents transmis est habilitée à engager sa société (extrait Kbis datant de moins de six mois, ou registre professionnel équivalent et pouvoir, en cas de groupement) ;	
4/ Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique (logiciels utilisés, ressources, sites de production, parc machines etc.) dont le candidat dispose pour la réalisation du lot de l'accord-cadre ;	

<b>5/</b> Une attestation de vigilance URSSAF, datant de moins de trois mois ;
<b>6/</b> Une attestation d'assurance responsabilité civile et professionnelle, datant de moins de trois mois ;
<b>7/</b> Une attestation de régularité fiscale, datant de moins de trois mois ;
<b>8/</b> Un RIB ;
<b>9/</b> Une présentation du chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles ;
<b>10/</b> Une présentation de trois références choisies car similaires au besoin de la présente consultation au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé, ainsi que les numéros de contacts des responsable des opérations des établissements listés.

Il est rappelé qu'en application de l'article R 2142-4 du code de la commande publique une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

Le soumissionnaire est invité à produire les justificatifs permettant de vérifier qu'il n'entre dans aucun cas d'interdiction de soumissionner, conformément aux articles R 2143-6 à R 2143-10 du code de la commande publique, sous réserve des articles R 2143-13 et R 2143-14 du même code.

Si l'attributaire de l'accord-cadre est un groupement, chaque membre du groupement attributaire doit produire ces pièces. Toutefois, conformément à l'article R2143-14 du code de la commande publique, le candidat peut être dispensé de fournir les documents de candidature relatifs aux capacités juridiques, techniques, professionnelles, économiques et financières si ceux-ci ont déjà été délivrés au pouvoir adjudicateur lors d'une consultation publiée lors de l'année civile en cours et, sous réserve que ces documents demeurent valables et que la référence à la consultation précédente soit expressément précisée dans le dossier de candidature.

## 11.2 Documents constituant l'offre du candidat

Les candidats devront remettre obligatoirement les éléments suivants :

<p><b>1 /</b> l'acte d'engagement valant accord-cadre et ses annexes complétés, datés et signés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'annexe 1 à l'acte d'engagement portant bordereau des prix unitaires (BPU) complétée en format pdf et excel ;</li> <li>• l'annexe 2 à l'acte d'engagement portant déclaration de sous-traitance (DC4) complétée, datée et signée par le candidat (le cas échéant) ;</li> </ul>
<p><b>2 /</b> Exemples de réalisation d'un enregistrement audio et d'un enregistrement vidéo d'une conférence d'un format d'allant de 20 minutes à une heure.</p>
<p><b>3 /</b> un mémoire technique détaillant obligatoirement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la méthodologie du candidat relative à l'organisation proposée et aux moyens mobilisés (dispositif d'encadrement, d'animation et de formation des équipes, organisation des moyens humains mis en œuvre et qualification des intervenants,</li> </ul>



dispositif de contrôle de la qualité des prestations délivrées et reporting, méthode, outils et démarches d'intervention proposés),

- la compréhension des enjeux, objectifs et points d'attention liés aux services attendus,
- un book des précédentes réalisations,
- les curriculum vitae (CV) détaillés et à jour des intervenants précisant leurs expériences, leurs compétences et leurs connaissances du domaine objet du présent marché.

## **ARTICLE 12 : CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES**

Les plis sont rédigés en langue française. En application des dispositions de R2132-7 du code de la commande publique, les offres sont transmises exclusivement par voie électronique à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

### **12.1 Signature et remise des offres par voie ou support électronique**

Conformément à l'article R2132-7 du Code de la commande publique, il convient que l'ensemble des communications et échanges d'informations doivent être effectuées par des moyens de communication électronique (PLACE). Les plis papiers reçus sont dès lors considérés comme irréguliers au regard de l'article L3124-3 du Code de la commande publique. La transmission de l'offre par voie électronique se fait à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

L'offre dématérialisée devra être reçue par l'Etablissement public du musée national Picasso – Paris avant la date et heure fixés dans l'avis d'appel public à la concurrence et sur la page de garde du présent document.

Pour pouvoir faire une offre électronique, l'entreprise doit s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plateforme des achats de l'Etat (<http://marches-publics.gouv.fr/>).

En déposant une offre, les candidats s'engagent à avoir pris connaissance des conditions générales d'utilisation de la plateforme.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre en « dernière minute » et de s'être assurés par un test préalable qu'ils maîtrisent bien le mode de fonctionnement de la plateforme. Les offres transmises après la date et heure limites fixées dans l'avis d'appel public à la concurrence et sur la page de garde du présent document ne sont pas prises en compte.

Un autotest est accessible depuis l'espace privatif de chaque entreprise sur la plate-forme. Le support téléphonique de la plate-forme n'intervient plus dans l'heure précédant la date limite de dépôt.

Les candidats sont informés que l'attribution du marché subséquent peut donner lieu à une signature manuscrite.

La signature par les candidats des offres remises par voie électronique n'est pas exigée. Pour les signatures électroniques, conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, le candidat doit respecter les conditions relatives au certificat de signature, qui doit être valide et suffisamment sécurisé et à l'outil de signature utilisé. Il devra notamment transmettre le mode d'emploi permettant de procéder aux vérifications nécessaires.

## **12.2 Modalités de remise des offres valant copie de sauvegarde par voie électronique ou support papier**

Le candidat peut, parallèlement à la remise de son offre par voie électronique, transmettre une copie de sauvegarde d'une manière différente de l'envoi de sa candidature et de son offre initiale (sur support papier ou dématérialisé) et conformément aux articles 2-I de l'annexe 6 du code de la commande publique modifiée par un arrêté du 14 avril 2023.

Une copie de sauvegarde est la copie de l'intégralité des données constituant l'offre et doit être transmise sur support physique (papier ou électronique) ou de manière dématérialisée par le candidat. Celle-ci permet de prévenir toute perte et altération de données pouvant être préjudiciable pour le candidat.

Cette copie de sauvegarde ne pourra être analysée par le musée que dans le cas où l'offre remise sur la plateforme des achats de l'Etat serait corrompue, avec preuve de la corruption (captures d'écran, accusé réception/envoi de PLACE ou tout autre moyen de preuves permettant d'établir un dysfonctionnement de la plateforme) émanant de la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

Les offres sur support papier sont remises sous une seule enveloppe cachetée du lundi au vendredi entre 9 heures et 17 heures, soit sur place contre récépissé, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal à l'adresse ci-dessous :

**Musée national Picasso-Paris  
Département juridique et des achats  
20, rue de la Perle  
75003 PARIS**

L'enveloppe porte, outre l'adresse ci-dessus, la mention suivante en haut à gauche :

**« ACCORD-CADRE DE CAPTATION ET DE MONTAGE AUDIOVISUEL – COPIE DE  
SAUVEGARDE - NE PAS OUVRIR »**

**Elle doit mentionner en évidence le nom du candidat.**

Conformément à l'article R2132-11 du code de la commande publique les copies de sauvegarde doivent parvenir à destination avant la date et heure limites fixées dans l'avis d'appel public à la concurrence et sur la page de garde du présent document.

Les copies de sauvegarde dématérialisées sont déposées, le cas échéant, par le candidat par l'outil de son choix. Il indiquera par courriel à [commandepublique@museepicassoparis.fr](mailto:commandepublique@museepicassoparis.fr) les modalités de récupération.

## **ARTICLE 13 : DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES PAR LES CANDIDATS**

Conformément aux articles R2132-1 à R2132-6 du Code de la commande publique relatif aux marchés publics l'ensemble des échanges entre le candidat et le musée doivent se faire de manière dématérialisée.

Les candidats souhaitant obtenir des renseignements complémentaires, peuvent le faire uniquement par courrier électronique en adressant leur demande par le biais du profil acheteur <http://marches-publics.gouv.fr/> via la rubrique « poser une question » au plus tard six (6) jours avant la date limite de remise des offres. Toutefois, en cas d'impossibilité technique, il est possible de communiquer par courrier électronique via le courriel [commandepublique@museepicassoparis.fr](mailto:commandepublique@museepicassoparis.fr).

Une réponse commune est alors faite aux candidats inscrits à la plateforme et ayant posé leur question dans les délais indiqués s'il s'agit de compléments nécessaires à l'établissement de l'offre.

L'établissement se réserve le droit de répondre dans les meilleurs délais à la demande d'information.

Dans aucun cas, le musée ne pourra être tenu pour responsable du manque d'information d'un candidat qui ne serait pas inscrit ou qui n'aurait pas téléchargé les documents mis à jour.

Si la date limite fixée pour réception des offres est décalée, les dispositions ci-dessus sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

## **ARTICLE 14 : MODIFICATIONS APPORTEES AU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard quatre (4) jours avant la date fixée pour la remise des offres des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **ARTICLE 15 : COMMUNICATION DES RESULTATS**

Tous les candidats sont avisés des résultats de la consultation, conformément aux articles R2181-1 à R2181-4 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 16 : VOIES DE RECOURS**

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Paris,  
7 rue de Jouy,  
75181 Paris Cedex 04

Email : greffe.ta-paris@juradm.fr  
Tel (+33) 1 44 59 44 00  
URL : <http://www.conseil-etat.fr/ta/paris/index.shtml>  
Fax : (+33) 1 44 59 46 46

Des renseignements concernant l'introduction des recours peuvent être obtenus auprès de cette même instance.